Certaines des idées, les plus courantes, du *Projet de Traité instituant l'Union européenne* se retrouvent dans les règles qui, précisant les finalités illustrées à l'art. 9, font en quelque sorte écho aux besoins ressentis par **Giorgio La Pira** en ce qui concerne une adaptation continue, dans la solidarité et l'égalité, des structures de la coexistence civile, pour correspondre aux "*attentes des pauvres*". Les objectifs fixés par le *Projet* visent, en effet, à garantir que tous les sujets, citoyens isolés ou peuples entiers, même si affligés d'une condition de sous-développement, soient en mesure d'exercer pleinement leurs droits, à une époque de transformations économiques et sociales de plus en plus accélérées.

Sans surprise, quatre-vingts ans après le Manifeste *Pour une Europe libre et unie*, s'est tenue à Ventotene, en octobre dernier, une rencontre, à l'initiative de l'**Observatoire méditerranéen de géopolitique et d'anthropologie**, qui, se référant aux intuitions du 'Saint Maire' de Florence sur la *Méditerranée, frontière de paix et de fraternité entre les peuples*, a mis à jour le document de **Altiero Spinelli** et **Ernesto Rossi**. A cette occasion, en réalité, un appel a été lancé pour la traduction concrète d'un projet qui, en plus de soutenir les réalités marginales et négligées, valorise leur contribution, dans le rôle de centres névralgiques de rencontre et d'échange *interculturel*, pour la récupération (un 'nouveau départ'?) de l'identité euro-méditerranéenne, originale et authentique.

Inspirés par elle, et afin d'assurer un avenir des démocraties, progressant vers des objectifs de justice toujours plus substantiels et soutenables, les apports des croyances religieuses et des traditions culturelles sont essentiels pour vaincre la « culture du déchet », et pour l'activation et le flux dynamique de la société. La fonction proactive ainsi envisagée - destinée à atteindre non le minimum, mais le maximum de valeurs qui peuvent être compossibles dans le contexte socioculturel historiquement déterminé - ne peut, en revanche, être réalisée que si elle attribue, parmi les droits fondamentaux reconnus par tous, une place éminente au droit de libre formation des consciences, afin de mettre en œuvre, magis ut valeant, les potentialités libérales virtuellement présentes dans toutes les visions du monde, inspirées de religions ou de croyances. Leur reconnaissance plurielle ne peut manquer d'être à la base du processus constitutif, au sens « matériel », de la « nouvelle » Europe, sous le signe de la (ré)affirmation du principe de laïcité (conformément aux traditions originelles de la civilisation) euro-méditerranéenne.

C'est précisément pour cette raison qu'il est nécessaire de donner la plus forte importance à certaines dispositions qui sont contenues dans le *Projet de Traité*, par exemple: dans l'art. 56, en vue du développement d'une *politique sociale commune*, inspirée des principes d'égalité de traitement, d'entraide en cas d'épidémie et de catastrophe et garantissant le droit au travail, dans la sécurité et avec un salaire convenable; dans l'art. 58, en vue d'une régulation pondérée des flux migratoires; dans l'article 59, pour l'élaboration de mesures préventives visant à la protection de l'environnement et pour une écologie intégrale; dans l'art. 61, en ce qui concerne la compréhension culturelle toujours plus grande, en particulier parmi les nouvelles générations; dans l'art. 62, concernant l'accès de tout le monde aux sources d'information; dans l'art. 63, sur le respect des droits de l'homme, dans toutes les régions du globe terrestre, en tant que condition préalable à la réalisation et au maintien de la paix entre tous les peuples de la terre.

Ce sont là des prémisses essentielles pour la réalisation d'un équilibre convergent dans le sens d'une herméneutique de la dignité de toute personne humaine (d'abord, de la dignité de « pauvres », comme l'a dit **La Pira**), au service des urgences émergentes au sein de la l'existence quotidienne de chaque sujet, dans le rapport à l'autre ou au différent, dans le cadre d'une économie, efficace et, en même temps, enrichissante, des différences.

Pour les raisons que je viens d'évoquer, l'identité européenne la plus authentique ne peut se présenter, aujourd'hui, que sous la forme de l'*identité euro-méditerranéenne*, entendue comme identité *plurielle*, par nature apte à interagir avec l'*uni*vers, voire avec le *pluri*-vers. C'est ainsi qu'elle peut satisfaire ce « besoin du monde » dans lequel **Fernand Braudel** a reconnu l'apport perçu et utilisé par les Européens pour accéder à «la navigation en haute mer» et pour «prendre

possession des sept pélaghi de la planète », à la recherche - comme l'a suggéré de manière suggestive un penseur italien très aigu, le philosophe de droit **Domenico Farias** - « d'une réalité radicalement différente et inconnue, objet de désir », et « d'une aventure de l'esprit qui emmèn[e] l'homme au plus profond de lui-même ».

Salvatore Berlingò